



FIAN
INTERNATIONAL

**RAPPORT DE SUIVI SUR LE
DROIT HUMAIN À
L'ALIMENTATION ET À LA
NUTRITION**

JUIN 2020



1. INTRODUCTION

“Toda vida y muerte es una ceremonia de agradecimiento al universo sagrado llamado Tierra, “Madre Tierra” donde por cada brote se nos dibuja una sonrisa y la muerte nos dibuja un dolor, unas lágrimas, ambos son requisitos para seguir caminando este es el legado ancestral de los pueblos indígenas que estamos compartiendo con las identidades de este planeta hoy enviamos un saludo espiritual a quienes partieron por las pandemias, honramos su partida y en el mismo sentido a quienes llegan por primera vez a este planeta tierra, con nacimientos, con brotes de frescuras brindando con alegrías porque el círculo sigue girando por siglos en una secuencia perfecta es la ceremonia que nos habla.” Eva Martina Gamboa es representante Wichí, uno de los Pueblos Indígenas del Gran Chaco, hoy provincia del Chaco en Argentina.

Ceci est le deuxième rapport de suivi de FIAN International sur l'impact de la COVID-19¹ sur le droit humain à l'alimentation et à la nutrition (RTFN). Le premier rapport préliminaire est disponible [ici](#). La pandémie s'étant désormais étendue à tous les continents, il est dès lors possible de dresser un tableau plus complet et différencié des conséquences sur le RTFN des mesures prises par les Etats dans leurs efforts pour contenir et arrêter la propagation du virus. En même temps, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile (OSC) du monde entier sont confrontés à des défis nouveaux, qui ne figuraient pas dans le précédent et premier rapport de suivi. Une chose est claire : de toutes parts, la revendication d'un changement systémique est devenue de plus en plus forte.

Les informations présentées dans ce rapport de suivi actualisé sont basées sur les témoignages de personnes et d'organisations du monde entier. Celles-ci comprennent des sources fournies par les organisations membres du [Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition](#) (GNRTFN), ainsi qu'une compilation de sources d'information en ligne, tant générales qu'alternatives. Bien que ce rapport résulte d'un effort collectif, il ne prétend pas être pleinement exhaustif. Il tente également d'offrir une couverture géographique plus équilibrée que dans le rapport préliminaire. Toutes les sources mentionnées sont reliées par des hyperliens tout au long du document. Avec le soutien du GNRTFN, FIAN International a également élaboré un [guide de suivi](#) destiné aux militant·e-s,

¹ N.d.T.: Le rapport précédent mentionne « le COVID-19 » au masculin, selon l'usage courant. Cependant, l'Académie française a décidé, le 7 mai 2020, d'aller dans le sens de la recommandation officielle de l'Office québécois de la langue française et d'utiliser le terme au féminin. Le présent rapport s'y conforme en conséquence.

communautés et organisations pour les aider à évaluer le respect par les États de leurs obligations vis-à-vis du RTFN dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

FIAN International s'intéresse aussi de près à toutes les initiatives de défense du RTFN dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Nous renouvelons donc notre appel à toutes les organisations et à toutes les personnes pour qu'elles nous fassent part de leurs expériences ou de toute information ou commentaire à l'adresse monitoringcovid19@fian.org

Enfin, FIAN International souhaite remercier toutes les organisations participantes, les mouvements sociaux, les sections de FIAN, ainsi que les militant·e·s et les personnes qui ont permis à ce deuxième rapport de suivi de voir le jour.

2. INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LE RAPPORT DE SUIVI PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LA COVID-19 ET LE RTFN

Les paragraphes suivants contiennent quelques mises à jour sur les questions soulevées dans le rapport de suivi préliminaire :

a. Repas scolaires

Les repas scolaires sont une source de nourriture essentielle pour des millions d'enfants dans le monde entier. Pourtant, de par la fermeture des écoles, [320 millions d'enfants](#) ont perdu accès à ces repas. Au **Brésil**, par exemple, malgré les dispositions relatives aux programmes d'alimentation scolaire, les informations reçues par FIAN Brésil indiquent que la nourriture n'est pas assurée dans certains États ou municipalités, qu'elle est remplacée par des transferts en espèces, ou qu'elle ne provient pas de l'agriculture familiale. Par conséquent, le Forum brésilien pour la souveraineté et la sécurité alimentaires (Fórum Brasileiro De Soberania E Segurança Alimentar E Nutricional) a rejoint la Campagne nationale pour le droit à l'éducation (Campanha Nacional Pelo Direito À Educação) du Mouvement des sans-terre (MST) pour élaborer conjointement un [Guide de l'alimentation scolaire](#) basé sur la souveraineté alimentaire et le RTFN. En **Colombie**, selon [FIAN Colombie](#), la nourriture fournie dans le cadre du programme d'alimentation scolaire n'est ni nutritive ni saine, bien qu'elle soit souvent la seule nourriture disponible pour toute la famille. En **Espagne**, selon la [Coordinación Baladre](#), malgré que les écoles distribuent de la nourriture, cette distribution a lieu à des endroits éloignés des habitations des familles. Les frais de transport n'étant pas pris en charge, certaines familles n'ont pas les moyens d'accéder physiquement à cette nourriture. Même lorsque les familles peuvent se rendre à l'école, la charge du transport et de la collecte de ces aliments incombe généralement aux femmes, ce qui les expose à des risques sanitaires supplémentaires. En **Inde**, une [évaluation rapide](#) entreprise par le Centre for Child and the Law (CCL) et la National Law School of India University (NLSIU) a révélé qu'un grand nombre d'écoles de l'État du Karnataka, dans le sud du pays, ont été fermées avant l'annonce officielle de la fermeture, privant ainsi les enfants des repas scolaires. Bien que le gouvernement central et les gouvernements des États aient ordonné que des rations sèches soient livrées directement aux foyers des enfants à titre de compensation, cette mesure n'a été mise en œuvre que dans quelques cas.

b. Régimes d'assistance alimentaire et de sécurité sociale

En **Ouganda**, selon le [Katosi Women Development Trust](#) (KWDT), le gouvernement a limité la distribution de l'aide alimentaire et a annoncé que tout le soutien serait mis en commun par le biais des groupes de travail COVID-19. Les difficultés liées à la distribution rapide de l'aide alimentaire ont conduit beaucoup de personnes au seuil de la famine et à rechercher le soutien de dirigeants locaux et d'acteurs non étatiques. [Masifundise](#) a signalé que l'**Afrique du Sud** avait annoncé un plan de relance économique de 500 milliards de rands (environ 27 milliards de dollars américains (USD)) pour aider les municipalités à fournir des services d'urgence en matière d'eau, d'assainissement des transports publics, ainsi que nourriture et hébergement aux sans-abri. Des subventions supplémentaires sont également accordées. À titre d'exemple, 500 rands (environ 28 USD) par mois à titre de pension alimentaire pour les enfants et 350 rands (environ 20 USD) par mois pour les personnes sans emploi qui ne reçoivent aucune forme d'aide sociale ni d'allocation du Fonds d'assurance chômage (UIF). Le gouvernement fournit également des colis alimentaires aux communautés dans le besoin par l'intermédiaire de l'Association sud-africaine de sécurité sociale (SASSA), mais cette voie a souffert de pratiques de corruption et de népotisme. En **Inde**, alors que la phase 2 du confinement a commencé, le gouvernement central a mené une [enquête](#) auprès des couches les plus vulnérables de la société pour déterminer l'efficacité des différents programmes existants (relatifs notamment à la nourriture, aux rations, aux bourses et aux pensions). Des fonds ont été fournis aux différents États dans ce but, mais les bénéficiaires craignent ne pas pouvoir y accéder en raison des règles de confinement elles-mêmes. En Bolivie, la Fundación Tierra a signalé que la [municipalité de Tomina](#) fournissait des paniers de nourriture aux familles dans le besoin.

c. Marchés alimentaires et vendeur·euse·s informel·le·s de denrées alimentaires

La fermeture de tous les marchés (sauf les marchés alimentaires), y compris l'arrêt de l'activité des vendeur·euse·s de rue en **Afrique du Sud**, a mis en évidence l'inefficacité d'une telle fermeture générale. Selon Jaap de Visser, auteur de [l'article d'opinion](#) intitulé "Les règles de confinement ne sont pas une interdiction pour tou·te·s les vendeur·se·s informel·le·s de denrées alimentaires" : "*(I)l n'est pas certain que l'approvisionnement en denrées alimentaires (c'est-à-dire la distribution de colis alimentaires) sera suffisant. Il est dangereux de penser que l'approvisionnement alimentaire peut remplacer la mosaïque actuelle de systèmes alimentaires formels et informels qui nourrissent des millions de personnes vivant dans les townships et les établissements informels. Il est donc important d'avoir une clarté juridique sur les systèmes alimentaires autorisés par les règles de confinement*".²

Le Guardian et [El Diario](#) ont relaté que [les marchés alimentaires sont devenus des foyers d'infection](#) en **Amérique latine**. Si certaines villes du continent ont permis aux marchés de continuer à fonctionner, on peut se demander si les mesures sanitaires adéquates sont prises. Au lieu de fermer les marchés alimentaires, les autorités concernées devraient y garantir des conditions sanitaires adéquates.

[Why Hunger](#) souligne la manière dont la pandémie a exposé au grand jour le [racisme](#) profondément enraciné aux **États-Unis**. Les personnes de couleur sont confrontées à un nombre disproportionné d'hospitalisations liées à la COVID-19, sont surreprésentées dans les emplois les plus touchés par ce fléau et présentent un risque d'infection plus élevé. Selon le [Center on Budget and Policy Priorities](#), les

² N.d.T.: Titre original: "The lockdown regulations are not a ban on all informal food traders". L'article n'est pas disponible en français. Le titre et l'extrait en sont donc une traduction pour ce rapport.

communautés de personnes de couleur ont longtemps lutté pour avoir accès à des aliments frais et non transformés, et les travailleur·se·s issu·e·s des minorités, qui représentent un pourcentage disproportionné de l'industrie alimentaire, ne bénéficient d'aucune couverture médicale et sont sous-payé·e·s. En même temps, les cuisines traditionnelles, telles que la *soul food*, ont endossé la responsabilité des problèmes de santé des Afro-Américain·e·s - une critique qui néglige le fait que l'obésité et le diabète de type 2 étaient peu répandus dans la communauté noire jusqu'à ce que les producteurs de produits transformés et de restauration rapide commencent à opérer dans les quartiers occupés par des minorités à la fin du 20^{ème} siècle. En outre, il est établi que [le stress dû à la discrimination raciale](#) a des répercussions sur les maladies cardiaques, l'hypertension et l'obésité.

d. Travailleur·euse·s migrant·e·s

En **Italie**, un [décret permettant aux migrant·e·s d'obtenir des permis de travail temporaires](#) pour travailler dans les exploitations agricoles doit être approuvé par le gouvernement. Alors que ce dernier affirme qu'une telle politique pourrait protéger les travailleur·euse·s étranger·ère·s en leur donnant accès aux soins de santé et aider les migrant·e·s sans-papiers à sortir de l'exploitation par le travail, les organisations de défense des droits humains déplorent le fait que [les migrant·e·s sont considéré·e·s comme de simples marchandises](#) dans le débat politique. De même, les autorités du **Portugal** ont [accordé des droits de citoyenneté temporaires à tou·te·s les migrant·e·s en attente d'un permis de séjour](#), afin de leur garantir l'accès à la santé, à la sécurité sociale, à la stabilité de l'emploi et au logement, conformément aux déclarations du ministre de l'Administration interne.

e. Détérioration de la situation des droits humains dans les zones de conflit

Comme mentionné dans le rapport préliminaire, la situation des droits humains dans les zones de conflit s'est aggravée durant et en raison de la pandémie. Selon les informations partagées par FIAN Allemagne, à B'tselem, en **Palestine**, la restriction de la vie publique a conduit à une situation d'isolement considérable, en particulier dans les zones rurales. Mais pire encore, [la base économique et moyen de subsistance des oléiculteur·rice·s palestinien·ne·s est plus que menacée](#). Rien qu'en avril, des centaines d'oliviers ont été détruits et déracinés par les colons. Cette situation aura un impact désastreux sur les moyens de subsistance des oléiculteur·rice·s à long terme. Non seulement il n'y aura pas de récolte directe cette année, mais les arbres devront être remplacés. Pour une bonne récolte, les arbres doivent être âgés de 35 ans et plus, ce qui implique que les oléiculteur·rice·s seront confronté·e·s à de mauvaises récoltes pendant les 20 prochaines années. Ce n'est qu'alors que les arbres nouvellement remplacés auront la même capacité qu'auparavant et pourront contribuer au revenu familial.

f. Mesures économiques en réponse à la crise

Diverses mesures économiques sont proposées aux niveaux national et international. Au-delà de certaines suggestions de suspension de dettes, [les dirigeants africains se sont réunis en un front commun pour demander l'annulation de leurs dettes](#) afin de mieux faire face à la pandémie de COVID-19. Une [déclaration](#) a été publiée par des OSC du monde entier, appelant la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque asiatique de développement (BAD), la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) et tous les bailleurs de fonds bilatéraux, régionaux et multilatéraux du développement du **Bangladesh** à suspendre les paiements de toutes les dettes

publiques des pays en développement qui luttent contre la pandémie, afin d'éviter d'aggraver la crise actuelle. Le Point a indiqué que les co-fondateurs de [Makesense](#) Africa au **Sénégal** appellent à [repenser la coopération internationale en Afrique](#). En **Colombie**, le ministère de la Défense a [accepté une proposition parlementaire visant à transférer des fonds du budget militaire pour couvrir des dépenses de santé](#).

g. Réforme constitutionnelle

En **Equateur**, pour garantir la responsabilité du pouvoir exécutif pendant la pandémie, [la Cour constitutionnelle a rendu une décision judiciaire \(décision n° 1-20-EE/20\)](#) reconnaissant que, bien que le Président ait le pouvoir de mettre en œuvre des mesures de confinement, il doit également informer la Cour sur la manière dont les droits à l'alimentation et à la santé peuvent être garantis pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté. De même, pour remédier au manque d'accès à la nourriture causé par la pandémie, un parlementaire au **Chili** a proposé une [réforme constitutionnelle pour inclure le droit à l'alimentation dans la Constitution](#).

h. Dérogation aux traités relatifs aux droits humains

En date du 11 mai 2020, [au moins 84 États avaient officiellement déclaré l'état d'urgence](#) par le biais de leurs lois nationales, mais seuls 13 États avaient fait une notification officielle au Secrétaire général des Nations unies de dérogation aux droits humains, comme l'exige le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.



Carte réalisée avec [MapChart](#) sur base de [données des Nations Unies](#)

Sur le continent américain, 24 des 35 États membres de l'Organisation des États américains (OEA) sont parties à la Convention américaine relative aux droits de l'Homme (CADH). [13 des 24 parties à la CADH avaient notifié au Secrétaire général l'instauration de l'état d'urgence](#) dans leurs pays respectifs (au 11 mai 2020), en mentionnant dans certains cas explicitement les articles de la CADH auxquels ils

dérogeaient. Dans le système européen des droits de l'Homme, seuls [10 des 47 parties à la CEDH avaient notifié au Secrétaire général l'instauration de l'état d'urgence](#) après l'avoir déjà déclaré dans leurs pays respectifs.

Les instruments universels et régionaux relatifs aux droits humains qui autorisent des dérogations en cas d'urgence nationale, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), stipulent sans équivoque que les États ont l'obligation de notifier toute dérogation à un ou plusieurs droits inscrits dans le traité des droits humains concerné. Plus important encore, toute mesure limitant la jouissance des droits humains requiert un test de nécessité, de raisonabilité et de proportionnalité réels. Le risque d'abus de pouvoir, sensiblement accru dans ce contexte, est devenu une réalité dans plusieurs pays.

3. L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES FEMMES, LES PAYSAN·NE·S, LES TRAVAILLEUR·EUSE·S AGRICOLES, LES PÊCHEUR·SEUSE·S ET LES PEUPLES AUTOCHTONES

a. Les femmes

Les organisations continuent de souligner l'impact différencié de la pandémie et des mesures de confinement sur les femmes et les hommes. L'analyse générale met l'accent sur la charge accrue des soins non rémunérés et de la violence domestique pour les femmes. Devant consacrer plus de temps aux tâches liées aux soins aux personnes, elles sacrifient souvent leur emploi et leurs revenus, ce qui a un impact négatif sur le RTFN de leur famille. La violence domestique peut amener les femmes à manger moins, à être les dernières à manger ou à ne pas manger du tout. Comme les femmes jouent un rôle clé dans la production et la fourniture de nourriture, leur capacité de travail réduite a un impact négatif sur leur contribution aux systèmes alimentaires et, par conséquent, sur la jouissance du RTFN de leur famille et de beaucoup d'autres.

La majorité des femmes et des filles en **Afrique** travaillent dans le secteur informel, soit à leur compte, soit salariées à la journée. Des mesures de confinement strictes, sans aucun filet de sécurité, obligent les femmes à manger en dernier et moins. Les femmes et les jeunes filles se livrent souvent à une agriculture à petite échelle pendant la saison agricole, mais cette activité a été entièrement interrompue et a contribué à des pénuries alimentaires à court et moyen terme. En **Ouganda**, les femmes des communautés de pêcheur·euse·s à petite échelle ont subi une énorme pression en raison de la fermeture des marchés aux poissons. Les femmes qui jouent normalement un rôle méconnu dans les ménages luttent maintenant pour mettre de la nourriture sur la table. En **Afrique du Sud**, selon [Womin](#), des femmes ont été [refoulées par la police alors qu'elles tentaient d'aller chercher de l'eau](#), devant attendre la nuit pour se rendre à des sources d'eau éloignées et mettant ainsi leur sécurité en danger. Cette situation a contraint les familles à faire des compromis en matière d'hygiène.

En **Amérique latine**, le prochain rapport conjoint de [FIAN Équateur](#), d'[OCARU](#) et d'autres organisations souligne l'augmentation drastique du temps de travail des femmes. [Si les hommes ont assumé plus de](#)

[tâches ménagères, les femmes sont toujours surchargées](#). Au **Mexique**, les gens craignent que cette "nouvelle normalité" n'ait un impact négatif sur les femmes, car les écoles resteront fermées et les femmes devront continuer à s'occuper de leurs enfants sans être rémunérées. En **Colombie**, comme déjà mentionné plus haut, les colis alimentaires scolaires sont la seule source de nourriture pour des familles entières. Comme les femmes sont souvent les dernières à manger, FIAN Colombie, Redpapaz et d'autres organisations craignent que la faim n'augmente parmi les femmes. En **Équateur**, [Rocío Gonzales](#), une dirigeante de l'association Fe del Campesino (La foi paysanne), souligne l'impact de la perte du travail informel des paysannes. La situation des mères célibataires contraintes de recourir à la charité en raison de la pénurie alimentaire est particulièrement difficile.

Toujours en **Équateur**, deux femmes indigènes - Diocelinda Iza de l'Organisation des femmes indigènes et paysannes cultivant l'espoir ([OMICSE](#)) et Ivonne Macias de l'Union des personnes affectées par Chevron-Texaco ([UDAPT](#)) - soulignent l'anxiété et le stress créés par le confinement, qui fait peser un fardeau plus lourd sur le corps des femmes et génère davantage de violence physique et domestique. Lorsque les femmes ne peuvent pas vendre leurs produits agricoles ni nourrir leur famille, elles se sentent responsables et souffrent. De même, aux États-Unis, Why Hunger fait état de l'augmentation de la violence domestique pendant le confinement, aggravée par la fermeture ou la réduction de la capacité des refuges et autres espaces de protection pour les femmes.

En **Espagne**, la Coordinación Baladere a fait part de ses préoccupations concernant l'impossibilité d'accéder aux informations sur la situation des femmes travaillant dans les plantations de fruits rouges et actuellement en confinement. Il est à craindre que les femmes, principalement originaires du Maroc, soient renvoyées chez elles sans les précautions requises à la fin de la saison des récoltes. Des [rapports](#) en provenance d'**Inde** soulignent que les femmes, dans l'industrie du sexe, luttent pour leur survie et meurent de faim à cause du confinement.

Les populations LGBTIQ+ [souffrent de l'impact des mesures de confinement](#). Au **Pérou**, en **Colombie** et au **Panama**, les hommes et les femmes sont autorisés à quitter leur domicile un jour sur deux. Cependant, ces mesures discriminatoires ont mis en danger la vie des personnes transgenres, non binaires et queer.

b. Paysan·ne·s

Comme indiqué dans le [rapport préliminaire](#), les restrictions de déplacement et la fermeture des marchés paysans [réduisent sensiblement la capacité des agriculteur·rice·s de vendre leurs produits](#), portant atteinte à leur droit à un niveau de vie adéquat et menaçant leur RTFN. Les paysan·ne·s d'Équateur et de Colombie ont des difficultés à accéder aux semences et aux jeunes plants. Les [subventions](#) visant à compenser les effets de la crise sont principalement destinées au secteur agro-industriel, tandis que les petites et moyennes coopératives et les entreprises paysannes reçoivent des montants négligeables. Dans le même temps, les intermédiaires utilisent la crise comme prétexte à la [réduction des montants versés aux paysan·ne·s](#). En **Équateur**, les [paysan·ne·s](#) s'inquiètent de la propagation du COVID-19 par ceux et celles qui retournent dans les zones rurales, risquant d'infecter les personnes âgées restées dans les zones rurales et où les soins de santé sont faibles, voire inexistantes. Tous ces problèmes sont au cœur de la crise alimentaire actuelle (voir section 5) et sont liés au pouvoir dominant des entreprises dans les systèmes alimentaires (voir section 4). En **Inde**, les marchés paysans

ont été fermés et l'utilisation de la [brutalité policière](#) envers [les petit·e·s vendeur·se·s de légumes](#) a été constatée dans différentes régions du pays. Dans ce contexte de confinement et de fermeture des marchés, les populations tribales s'efforcent de trouver d'autres moyens de vendre les [produits forestiers de moindre importance](#). En **Ouganda**, le Katosi Women Development Trust a informé FIAN que l'aide alimentaire du gouvernement est limitée aux pauvres des zones urbaines et que la distribution de denrées alimentaires est difficile, même pour les personnes ciblées. Les petit·e·s producteur·rice·s devraient être en mesure de fournir des aliments nutritifs pour eux·elles-mêmes et leurs communautés et de générer un revenu suffisant pour d'autres types de nourriture et de produits de première nécessité comme l'électricité et d'autres services publics et dépenses. Les restrictions liées au confinement les en ont empêché, jusqu'à les forcer à dépendre également des aides sociales et des colis alimentaires.

c. Travailleur·euse·s de l'agriculture et de l'alimentation

Si les travailleur·euse·s sont essentiel·le·s à l'économie mondiale, il·elle·s ont été durement touchés par les conséquences de la pandémie de COVID-19. Dans un [communiqué](#), la Coopération européenne Via Campesina (ECVC) appelle à des réformes structurelles indispensables qui placent les droits humains au-dessus du "*pouvoir du marché et des profits des banques et des grandes entreprises*". Elle demande en outre aux États et aux institutions européennes de "*préserver les droits fondamentaux des personnes, en veillant au respect du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Déclaration des droits des paysan·ne·s et autres personnes travaillant dans les zones rurales, de la Convention internationale sur les droits de tou·te·s les travailleur·euse·s migrant·e·s et de leur famille, ainsi que des conventions pertinentes de l'OIT, en particulier la Convention n°184 sur la sécurité et la santé dans l'agriculture*".

Le communiqué souligne en outre à quel point les revenus et les moyens de subsistance des travailleur·euse·s agricoles ont été durement touchés par la fermeture des frontières et les mesures de confinement prises dans le contexte de la COVID-19. [L'Union internationale des associations de travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes \(UITA\)](#) demande, entre autres, la protection des revenus, la protection sociale et l'accès aux services de santé afin de protéger les travailleur·euse·s agricoles dans la lutte contre la propagation de la pandémie.

Immédiatement après la décision du gouvernement **allemand** d'autoriser l'entrée de travailleur·euse·s saisonnier·ère·s pour la saison des récoltes (principalement des asperges blanches), 40 000 travailleur·euse·s agricoles d'Europe de l'Est sont arrivé·e·s en Allemagne par des avions spéciaux en avril, et 40 000 autres devaient arriver en mai. Avant même que ne débute la propagation de la COVID-19, de nombreux [rapports](#) soulignaient les conditions de travail et de vie épouvantables des travailleur·euse·s saisonnier·ère·s dues à la faiblesse des salaires (inférieurs au salaire minimum), à la déduction illégale du logement et des repas de leur paie, ainsi qu'au manque d'accès à l'assurance-maladie. La pandémie a encore aggravé ces problèmes : les travailleur·euse·s agricoles saisonnier·ère·s sont censé·e·s travailler et vivre dans des conditions de quarantaine de facto ; or il·elle·s sont contraint·e·s de travailler et partager un logement avec, certes, deux fois moins de travailleurs que d'habitude, mais cela signifie néanmoins une douzaine de personnes. Ces travailleur·euse·s risquent

leur santé car les salaires qu'ils perçoivent en Allemagne restent supérieurs à ce qu'ils pourraient gagner chez eux, un problème systémique d'[exploitation des différences de salaire](#) entre les pays dont profitent les employeurs.

En **Inde**, le confinement national a forcé des millions de travailleur·euse·s migrant·e·s bloqué·e·s - hommes, femmes et enfants - à retourner dans leurs villages d'origine. Beaucoup se sont retrouvé·e·s dans des camps du gouvernement ou ont dû marcher plusieurs centaines de kilomètres sans argent ni nourriture. Nombre d'entre eux·elles sont [mort·e·s en chemin](#), d'épuisement ou d'accident. Selon [Stranded Workers Action Network \(Swan\)](#), parmi les travailleur·euse·s salarié·e·s interrogé·e·s en avril, environ 82 % (sur 12 248) n'avaient pas reçu de ration du gouvernement et 68 % (sur 9 743) n'avaient pas reçu d'aliments cuits au cours des 32 derniers jours depuis le début du confinement. La situation désastreuse des travailleur·euse·s migrant·e·s en Inde a incité Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, à appeler à plus de "[solidarité nationale](#)" pendant cette crise. Les [travailleur·euse·s agricoles saisonnier·ère·s](#) appartiennent principalement aux catégories des castes et des tribus répertoriées comme "*les couches les plus défavorisées de la hiérarchie rurale*". En outre, les [travailleuses migrantes](#), dont beaucoup sont des salariées journalières et des ouvrières agricoles, subissent plus fortement encore les conséquences de cette pandémie, ayant perdu leur emploi, leur salaire journalier et ne pouvant ni acheter ni accéder à des fournitures essentielles telles que les produits d'hygiène menstruelle. La [question des migrant·e·s](#) est d'autant plus aiguë que beaucoup d'entre eux·elles sont des Dalits. Sur les 395 millions de migrant·e·s intra-étatiques en Inde, on estime que 62 millions sont des Dalits, ainsi que 31 millions d'Adivasis. Les mesures de distanciation sociale survivront aux mesures draconiennes de confinement et de couvre-feu, car l'Inde a une histoire beaucoup plus longue de distanciation sociale de par l'institution de l'intouchabilité. Les Dalits ont été structurellement aliéné·e·s dans la société indienne tout au long de l'histoire, le coronavirus ne faisant qu'intensifier le calvaire de l'[intouchable](#).

La pandémie de COVID-19 a également mis en évidence la condition extrêmement précaire des travailleur·euse·s du secteur alimentaire, en particulier ceux·elles qui travaillent dans la production industrielle de viande. Plusieurs abattoirs industriels et usines de transformation de viande en **Europe** et aux **États-Unis** sont devenus des [foyers importants de contamination](#). En **Allemagne**, cela a obligé le gouvernement à [annoncer des règles plus strictes](#) en matière de conditions de travail. Aux **États-Unis**, le [gouvernement fédéral a ordonné](#) aux installations de transformation de la viande de continuer à fonctionner et ce [sans garantir des mesures de sécurité adéquates](#) pour les travailleur·euse·s du secteur alimentaire. La fermeture des usines de transformation de la viande en raison de taux de contamination élevés a affecté encore plus sévèrement les éleveurs industriels. Les médias ont révélé que [des éleveurs ont été contraints de tuer leurs porcs et leurs bovins](#) alors que les abattoirs ne fonctionnaient déjà plus, ce qui montre le manque de résilience de la chaîne de production industrielle de la viande.

d. Pêcheur·euse·s artisanaux·ales

La crise engendrée par le coronavirus est devenue une crise des moyens de subsistance pour des millions de pêcheur·euse·s et de travailleur·euse·s de la pêche dans le monde. En **Inde**, la [nouvelle](#) d'une centaine de milliers de pêcheur·euse·s et de travailleur·euse·s migrant·e·s bloqué·e·s dans leurs bateaux de pêche au large des côtes du Maharashtra, en mer d'Oman, a fait la une des journaux lorsque le

Premier ministre Narendra Modi a annoncé un embargo national le 24 mars. Les 1 547 centres de débarquement de poissons du pays ont fermé, sans installations de transport, sans glace pour le stockage, sans vendeurs ni marchés. Cela vient s'ajouter à une [mauvaise saison](#), surtout dans le sud-ouest de l'Inde. Sans possibilité de débarquer le poisson, les petit·e·s pêcheur·euse·s n'ont aucun revenu et ont beaucoup de mal à se nourrir, eux·elles et leur famille. Dans une récente [note de presse](#), le [Forum national des travailleur·euse·s de la pêche \(NFF\)](#) exprime sa profonde déception concernant le plan de relance économique annoncé par le gouvernement central pour le secteur de la pêche. Au lieu de fournir une aide d'urgence aux pêcheur·euse·s qui tentent de joindre les deux bouts, le gouvernement se concentre sur des mesures visant à promouvoir l'élevage de crevettes et les exportations de produits de la pêche. Dans la même note de presse, le NFF exprime également son mécontentement quant à la manière dont le programme de libre circulation annoncé par le gouvernement central a contourné les pêcheur·euse·s, considérant la plupart d'entre eux·elles comme vivant au-dessus du seuil de pauvreté (APL). En conséquence, le NFF exhorte le gouvernement à fournir une aide de 10 000 roupies indiennes à chaque famille de pêcheur·euse pour les trois prochains mois, étant donné la suspension des opérations de pêche en raison de la pandémie et l'interdiction imminente pendant la période de mousson.

Au **Sri Lanka**, Selon l'[Organisation nationale de solidarité dans le domaine de la pêche \(NAFSO\)](#), la situation à laquelle sont confronté·e·s les pêcheur·euse·s artisanaux·ales en raison du couvre-feu national et de l'interdiction des voyages interétatiques varie quelque peu selon les régions du pays. Pour les pêcheur·euse·s, les difficultés principales sont liées à la perturbation des circuits du marché, à la délivrance d'un nombre limité de licences leur permettant de pêcher, à la fermeture des magasins d'équipement de pêche et des stations de pompage de carburant, au manque de glace pour préserver le poisson pêché et à la faible demande de poisson due à la baisse du pouvoir d'achat. Comme les petit·e·s pêcheur·euse·s sont très affecté·e·s par la saisonnalité, beaucoup d'entre eux·elles ont dû recourir à diverses activités non liées à la pêche (par exemple, l'industrie de la fibre de coco, à partir des coques de noix de coco), la réparation des filets pour l'industrie de la pêche, l'agriculture, l'élevage et les activités touristiques) pour gagner un revenu supplémentaire et atténuer les fluctuations intertemporelles de revenus. La majorité de ces activités ont été paralysées par la pandémie, menaçant leur capacité à générer des revenus additionnels. Le tourisme côtier, qui offre des possibilités supplémentaires aux communautés de pêcheur·euse·s côtier·ère·s pour trouver d'autres sources de revenus, est un domaine qui a été durement touché. Les femmes qui s'occupaient du séchage du poisson comme activité domestique n'ont plus été en mesure de le faire, puisque ce travail se fait à l'extérieur de leur maison (sur des sites de séchage du poisson sur la plage ou sur le bord des routes). Les pêcheur·euse·s artisanaux·ales demandent donc que la procédure d'obtention des permis de pêche soit assouplie et qu'elle permette aux coopératives de pêche d'obtenir une licence commune pour leurs membres. Il·elle·s demandent également que des mesures soient prises pour permettre l'achat de poisson sur les sites de débarquement en période de COVID-19 (sans permettre la collecte à grande échelle), pour fournir des rations gratuites aux familles de petit·e·s pêcheur·euse·s les plus touchées et pour aider les coopératives de pêche. (Il est à noter que ces informations datent de mars-avril 2020. En raison de la levée des couvre-feux et de l'assouplissement de certaines mesures, la situation peut avoir changé depuis lors).

Les mesures de confinement ont également mis à mal le RTFN des pêcheur·euse·s artisanaux·ales en **Afrique du Sud**. Selon les informations partagées par l'organisation [Masifundise](#), les petit·e·s pêcheur·euse·s et autres petit·e·s producteur·rice·s de denrées alimentaires vivent d'un revenu quotidien ou hebdomadaire et opèrent dans l'économie informelle. Bien que la pêche soit reconnue comme un service essentiel dans le contexte de la COVID-19, la grande majorité des pêcheur·euse·s des zones côtières et intérieures ont continué à opérer de manière informelle (sans permis ou en utilisant des permis de pêche récréative) pendant le confinement ou ont été contraints de pêcher dans des parcs publics ou des aires marines protégées (AMP). En conséquence, il·elle·s se sont vu pénaliser pour avoir exercé leurs droits et pratiqué des activités de subsistance. Bien que les petit·e·s pêcheur·euse·s soient désormais autorisés à pêcher, ils ont eu des difficultés à accéder à leurs marchés habituels, à vendre leurs prises et à générer un quelconque revenu. Le ministère de l'Environnement, des Forêts et de la Pêche (DEFF) a lancé un programme d'aide alimentaire (la fourniture de 10 000 colis alimentaires) au profit des pêcheur·euse·s artisanaux·ales détenteur·rice·s d'une licence et identifié·e·s comme étant [les plus nécessiteux·ses](#). Cependant, la distribution de colis alimentaires a provoqué des conflits au sein des communautés, et l'on craint que la sélection des pêcheur·euse·s recevant des colis alimentaires ne les éloigne de la communauté et ne provoque davantage de conflits. En outre, les pêcheur·euse·s des eaux intérieures n'ont pas été identifié·e·s comme bénéficiaires de ce processus.

Selon KWDT, bien que l'agriculture soit l'un des services essentiels autorisés à se poursuivre en **Ouganda**, la pêche a été restreinte. La majorité des personnes travaillant dans le secteur de la pêche et des activités connexes n'ont pas bénéficié d'aide alimentaire. L'armée aurait même surveillé le lac Victoria et frappé ceux qui pratiquaient la pêche.

Dans un communiqué, le [Forum mondial des peuples de pêcheurs \(WFFP\)](#) a souligné que les gouvernements ont failli à leur devoir de soutenir les communautés de pêche artisanale, tout en rappelant les valeurs et les principes de la souveraineté alimentaire. Le WFFP incite en conséquence les gouvernements à soutenir les systèmes alimentaires locaux, qui fournissent des aliments sains et nutritifs à des prix abordables, dans le but d'améliorer les conditions de travail des pêcheur·euse·s artisanaux·ales ainsi que les conditions sanitaires et de santé dans ce secteur, et à collaborer avec les organisations de pêcheur·euse·s pour renforcer le contrôle démocratique local sur les ressources foncières et hydriques.

e. Peuples autochtones

La crise COVID-19 met en lumière les violations des droits humains dont sont victimes les peuples autochtones et qui ont un impact sur leur droit à la santé, à la terre et à un environnement sain. Des taux élevés de décès ont été signalés parmi les aîné·e·s autochtones qui sont les "*détenteur·rice·s de la sagesse, de la langue et du savoir*" des nations des peuples autochtones. Faisant référence à la construction de l'oléoduc Keystone XL au Canada, le [Conseil international des traités indiens \(CITI ou IITC\)](#), organisation des peuples autochtones, est scandalisé par le fait que la pandémie de COVID-19 a été utilisée par certains gouvernements et entreprises à l'échelle fédérale et des États ou provinces pour faire reculer les garanties environnementales et accélérer des projets de développement auxquels les peuples autochtones s'opposent depuis toujours. En même temps, les attaques contre les défenseur·euse·s autochtones des droits humains qui défendent leurs territoires contre la

déforestation se sont multipliées. Le CITI a donc exigé que les droits des peuples autochtones, tels que les droits à la santé environnementale et communautaire, au consentement libre, informé et préalable (CLIP) et le droit à la participation, soient respectés et a appelé "*la famille humaine et les gouvernements du monde à respecter les droits et les connaissances des peuples autochtones en ce moment critique*".

Ces demandes sont soutenues par le nouveau [Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#), José Francisco Cali Tzay. Dans un communiqué publié le 18 mai, il a manifesté de sérieuses inquiétudes quant à l'impact de la COVID-19 sur les peuples autochtones et la militarisation actuelle de leurs territoires. Tout en soulignant que les communautés autochtones qui ont le mieux résisté à la pandémie de COVID-19 sont celles qui ont atteint l'autonomie gouvernementale et administrative, le Rapporteur spécial demande aux gouvernements d'aider les populations autochtones à mettre en œuvre les plans de protection de leurs communautés, de veiller à ce qu'elles aient accès aux informations concernant la COVID-19 dans leurs langues et de prendre d'urgence des mesures spéciales pour garantir la disponibilité et l'accès à des services médicaux culturellement adaptés.

Lectures et vidéos complémentaires :

Lectures complémentaires fournies par Why Hunger sur la situation aux États-Unis (en anglais)

<https://civileats.com/2020/05/22/op-ed-migrant-farmworkers-native-ranchers-in-border-states-hit-hardest-by-covid-19/>

Focus on the Global South: "[Covid-19 Outbreak: Socio-economic Impact on Small-scale Fisher and Aquaculture in Indonesia](#)", 21 avril 2020. ("Apparition du Covid-19 : Impact socio-économique sur la pêche artisanale et l'aquaculture en Indonésie" – article en anglais).

Un séminaire en ligne organisé par PLAAS Webinar : "Covid-19: Impact on small-scale fisheries in South Africa and beyond" ("Covid-19 : Impact sur la pêche à petite échelle en Afrique du Sud et au-delà") avec Charles America (pêcheur et activiste), Rowena Europa (Coastal Links), et Naseegh Jaffer (Masifundise Development Trust).

https://www.youtube.com/watch?v=LyK_pMPcl8A

CEJIL, sur les risques pour les peuples autochtones (en anglais et espagnol)

<https://www.cejil.org/en/covid-19-survival-indigenous-peoples-risk>

CIMI, sur l'impact de la pandémie parmi les communautés Guarani Kaiowa (en portugais)

<https://cimi.org.br/2020/04/em-reuniao-da-onu-sobre-a-pandemia-cimi-denuncia-ineficiencia-do-governo-brasileiro-e-descaso-com-indigenas/>

4. L'IMPACT DE LA MAINMISE DES ENTREPRISES SUR LE POUVOIR PENDANT LA PANDÉMIE

Des mouvements et des OSC, dont la [Treaty Alliance](#), la [Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à l'impunité](#) et le réseau [ESCR-NET](#), ont dénoncé la manière dont le pouvoir dominant des entreprises porte atteinte aux droits humains, y compris le RTFN, et démontre la fragilité de notre société face à la pandémie de COVID-19.

[Les entreprises agroalimentaires ont imposé un système alimentaire industrialisé](#), dans lequel les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires restent exclu·e·s des politiques publiques et continuent à être victimes d'abus et de discriminations systématiques. Ces mêmes entreprises font pression pour un régime alimentaire dicté par elles-mêmes et qui affaiblit notre corps et augmente notre vulnérabilité aux maladies transmissibles et non transmissibles telles que la COVID-19.

En temps de crise, [les entreprises puissantes cherchent toutes les occasions d'augmenter davantage leurs profits](#). À titre d'exemple, les [géants du numérique aux États-Unis et en Chine](#) et les grandes entreprises ont fait pression sur l'UE "(...) *en utilisant la crise à leur avantage et en remaniant les traditionnelles demandes des lobbies : du report ou de l'élimination des réglementations, à l'obtention de plans de sauvetage publics tout en mettant tout en œuvre pour échapper aux conditions qui y sont assorties*".³ Dans le même temps, les gouvernements ont soutenu le secteur privé en concevant et en appliquant des mesures favorables aux entreprises qui dépendent de l'importation et de l'exportation de denrées alimentaires : en **Colombie**, le gouvernement a [approuvé un décret de suspension des taxes à l'importation pour le soja, le maïs et le sorgho](#). En **Bolivie**, le gouvernement a approuvé [l'utilisation de semences génétiquement modifiées](#) et, au **Honduras**, des organisations ont contrecarré les [réformes agraires](#), qui favorisent une plus grande dépendance à l'égard de l'agro-industrie alimentaire. Au **Cambodge**, nombre de petit·e·s producteur·rice·s alimentaires ont été contraint·e·s d'émigrer face à l'augmentation de la dette résultant des microcrédits.

Pour les grandes entreprises, même la période de pandémie n'est pas une exception pour poursuivre "les affaires comme d'habitude". Selon [Masifundise](#), les politiques environnementales en **Afrique du Sud** ont été assouplies, en particulier dans le secteur minier. Le ministère de l'Environnement, des Forêts et de la Pêche (DEFF) a officiellement approuvé le doublement des normes minimales d'émission de dioxyde de soufre, en faisant passer la limite de 500mg/Nm³ à 1000mg/Nm³, une décision qui ne profitera qu'aux grandes industries. Toujours en Afrique du Sud, l'exploitation minière des plages de la côte ouest s'est considérablement développée depuis le début de la crise provoquée par la COVID-19. [La plupart des appels](#) interjetés contre l'approbation, l'année dernière, d'une vaste expansion de l'exploitation minière des plages ("Tormin mine") ont été rejetés. Aux **Philippines**, [Aliansa Tigil Mina](#) a dénoncé les opérations des compagnies minières, qui ne tiennent pas compte de la santé ni du bien-être des travailleur·euse·s et des communautés touchées par les mines. Dans le contexte de la crise

³ N.d.T. : L'article n'est pas disponible en français. L'extrait mentionné ici est donc une traduction pour ce rapport.

mondiale provoquée par la pandémie, les opérations minières continuent de contaminer les sources de revenus des communautés et de polluer l'eau et les ressources côtières.

[Why Hunger](#) a beaucoup œuvré à mettre en lumière l'interconnexion entre le secteur agricole et les banques alimentaires pendant cette crise. Ce lien est typique du système alimentaire industriel, qui se caractérise par une surproduction de nourriture, laquelle alimente la "machinerie" avant d'être utilisée à des fins caritatives ou gaspillée. En raison des mesures de confinement et pour éviter le gaspillage de nourriture, les agriculteur-riche-s n'ont d'autre choix que de donner leurs produits aux banques alimentaires, le gouvernement des **Etats-Unis** n'ayant pas adopté de mesures pour les aider à vendre leurs récoltes ou leur bétail. Cela peut ressembler à une forme de solution, puisque de plus en plus de personnes ont besoin de recourir aux banques alimentaires. Or, producteur-riche-s et consommateur-riche-s sont les perdants de ce modèle. Cette "apparente échappatoire" leur fait payer les coûts de la crise, les privant de revenus et les obligeant de surcroît à recourir à la charité, ce qui va à l'encontre de leur dignité. Le profit reste ailleurs : alors que les agriculteur-riche-s perdent leurs rendements et euthanasient leur bétail, la nourriture est rare et chère dans les centres urbains, preuve d'un [système défaillant](#), dont on a depuis longtemps dénoncé le comportement oligopolistique et, entre autres, [l'exploitation des travailleur-riche-s](#) dans le secteur de la viande.

En ce qui concerne les conditions de travail, le réseau ESCR-Net a déclaré dans un [communiqué](#) que *"l'application brutale des réglementations relatives au confinement des maladies a eu pour effet d'exacerber les inégalités existantes dans un système économique mondial qui privilégie le profit des entreprises par rapport à la sécurité et à la sûreté des travailleuse-s"*. Tout aussi préoccupante est [la perspective que les entreprises numériques utilisent la crise pour imposer les technologies numériques](#), l'intelligence artificielle et [l'élimination de l'argent liquide](#), portant ainsi atteinte tant aux aspects sociaux et culturels du RTFN qu'aux interactions humaines et au tissu social de nos sociétés, excluant de surcroît les personnes qui n'ont pas accès aux dites technologies.

Les adversaires du multipartisme appellent également à la vigilance. Remplacer les négociations physiques par des négociations virtuelles en raison des mesures de confinement [faciliterait la participation](#) et la mainmise des entreprises sur le processus d'élaboration d'un instrument contraignant pour réglementer, dans le cadre des droits humains, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises. Alors que les entreprises ont accès aux technologies requises, ce n'est pas le cas de toutes les OSC, mouvements sociaux et communautés de base actives dans le processus. Autre fait alarmant signalé, [des avocats d'affaires préparent des procès contre les États pour leurs réponses à la pandémie dans le cadre de l'ISDS \(règlement des différends entre investisseurs et États\)](#) dans le contexte de traités commerciaux ou d'investissement, les menaçant de devoir dépenser plusieurs millions de dollars, au détriment des dépenses sociales.

Enfin, il y a aussi de bonnes nouvelles : certains États, comme le [Danemark et la Pologne, n'accorderont pas d'aide financière aux sociétés enregistrées dans des paradis fiscaux offshore](#). Simultanément, la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples a adopté une [résolution sur la nécessité d'élaborer des normes sur les obligations des États en matière de réglementation des acteurs privés impliqués dans la fourniture de services sociaux](#).

5. CRISES ET URGENCES ALIMENTAIRES

Organisations et médias ont continué à rendre compte des crises alimentaires et des situations d'urgence dans diverses régions. Ces crises affectent l'accès, le caractère adéquat et la disponibilité des denrées alimentaires.

L'accessibilité à la nourriture reste un défi pour de nombreuses personnes dans le monde entier en raison, d'une part, de la réduction des revenus, d'autre part, de l'[augmentation des prix des denrées alimentaires \(triple et quadruple\)](#) générée par la spéculation des intermédiaires, comme l'ont signalé les membres du GNRTFN en **Argentine**, en **Équateur**, en **Ouganda**, en **Afrique du Sud**, en **France** et au **Salvador**. À titre exemple, en [Équateur](#), [Colombie](#), au [Zimbabwe](#), [Sénégal](#), [Mozambique](#) et aux [États-Unis](#), les paysan·ne·s ont souffert du dumping, du [refus d'accès aux marchés](#) et n'ont eu d'autre choix que de détruire leurs cultures et d'[euthanasier leur bétail](#), comme cela a été signalé aux [États-Unis](#) et au [Kenya](#). Cette situation, conjuguée à la perte de revenus ([perte d'emploi](#) et perte de revenus pour les [travailleurs du secteur informel](#)), a un impact majeur sur l'accès des populations à l'alimentation. En **Colombie**, les personnes souffrant de la faim accrochent des [chemises](#) et des [chiffons](#) à leurs fenêtres pour signaler qu'elles ont besoin d'aide. On déplore également des cas de faim et de famine imminente en [Argentine](#), au [Paraguay](#), en [Indonésie](#) et en [Inde](#). De plus en plus de personnes ont recours aux banques alimentaires, même dans les pays riches et "développés" comme l'[Espagne](#), les [États-Unis](#) et la [Suisse](#). Dans les pays où les envois de fonds des migrants des classes moyennes et inférieures jouent un rôle fondamental dans les revenus des ménages, la [réduction de ces envois de fonds](#) depuis l'étranger, induite par la pandémie, a des conséquences également désastreuses sur l'accès à l'alimentation.

La crise actuelle affecte également **le caractère adéquat de l'alimentation**. Alors que les paysan·ne·s n'ont pas pu fournir les marchés urbains, des gouvernements comme ceux de la **Colombie**, de l'**Équateur** et des **États-Unis** soutiennent les chaînes alimentaires agro-industrielles et encouragent la consommation d'aliments ultra-transformés, dès lors moins chers et plus accessibles aux consommateur·rice·s. Les régimes alimentaires basés sur ces aliments affaiblissent la capacité de notre système immunitaire à résister aux maladies. Bien que le problème structurel lié à la consommation d'aliments malsains soit antérieur à la pandémie, de telles mesures favorisent les causes de la malnutrition.

La disponibilité des aliments est affectée par la perturbation des chaînes alimentaires (ainsi que par les perturbations logistiques). Selon [FIAN Équateur](#), [OCARU](#) et d'autres, la fermeture des frontières, les mesures de confinement et de quarantaine qui ont été prises dans les centres de consommation asiatiques et européens ont considérablement [réduit les échanges commerciaux](#) de produits agricoles. Cela a par conséquent fragilisé les économies qui dépendent du commerce mondial. Les décisions de certains États tels que la **Roumanie**, la **Russie**, le **Kazakhstan** and le **Vietnam** de limiter les exportations de riz et de blé et de stocker les produits alimentaires ont encore accru le [risque de spéculation alimentaire](#). On signale également des troubles sociaux causés par les [pénuries alimentaires](#).

Les partisans de l'[approche malthusienne des crises alimentaires](#) - basée sur la relation mathématique entre les aliments disponibles (l'offre) et les besoins de la population (la demande) - réfuteraient très probablement le fait qu'il existe actuellement une crise alimentaire. La compréhension d'une crise alimentaire ou d'une [urgence alimentaire](#) sous l'angle des droits humains exige en revanche d'aller au-delà du simple calcul de l'offre et de la demande et de prêter attention aux [éléments constitutifs du droit à l'alimentation](#), tels que l'accessibilité physique et économique, le caractère adéquat et la durabilité. FIAN considère donc que, dans certains pays et parmi certaines populations - en particulier les populations pauvres et marginalisées -, les crises alimentaires compromettent déjà la capacité des personnes à se nourrir de manière adéquate.

Prix des denrées alimentaires en Afrique

En **Ouganda**, les prix des denrées alimentaires ont fluctué en fonction de ce qui est défini comme essentiel (l'agriculture) et non essentiel (la pêche). Le manque de moyens de réfrigération pour les producteurs de denrées alimentaires, couplé à une réduction du pouvoir d'achat de la population, a contribué à faire chuter les prix des denrées périssables, entraînant des pertes de revenus considérables pour les paysans. À titre d'exemple, dans le secteur de la volaille, le prix des œufs a chuté de 12 000 UGX (3 USD) à 7 000 UGX (1,8 USD), soit une baisse de 41% selon KWDT. Dans le secteur de la pêche (interdite pendant le confinement), le prix de l'argentine séchée (principalement pour les ménages pauvres) a augmenté de 23 %, passant de 30 000 UGX (7,9 USD) à 37 000 UGX (9,7 USD) lors de l'apparition de la COVID-19. Le prix fluctue également selon la disponibilité du poisson. En Afrique du Sud, bien que le Président Ramaphosa ait mis en place une réglementation visant à "*interdire les hausses de prix injustifiées*", les prix des denrées alimentaires ont augmenté en moyenne de 0,4 % pendant la période de confinement. Selon les [statistiques sud-africaines](#), les prix de la plupart des produits alimentaires essentiels ont augmenté pendant la période de confinement, aggravant la vulnérabilité des ménages pauvres et victimes d'insécurité alimentaire dans toute l'Afrique du Sud. Dans les zones rurales, les communautés sont confrontées à des difficultés supplémentaires du fait qu'elles ne peuvent plus parcourir de longues distances pour atteindre les marchés où elles pourraient s'approvisionner en denrées alimentaires et autres produits moins chers. Cela les pénalise doublement, car les prix des denrées alimentaires et autres fournitures sont encore plus élevés dans les petits magasins auxquels ils peuvent accéder.

Sources complémentaires :

L'Université du Minnesota sur la crise alimentaire (en anglais)

<https://rwi.lu.se/2020/05/covid-19-rights-and-resilience-in-our-food-systems/>

L'ONU avertit que si aucune mesure n'est prise, de multiples famines aux proportions bibliques peuvent éclater en quelques mois

<https://news.un.org/fr/story/2020/04/1067092>

Les marchés internationaux du riz sont particulièrement sensibles aux restrictions imposées par les grands exportateurs (en anglais)

<https://www.cgiar.org/news-events/news/covid-19-related-trade-restrictions-on-rice-and-wheat-could-drive-up-prices-and-increase-hunger>

La situation des enfants inquiète aux États-Unis (en anglais)

<https://www.brookings.edu/blog/up-front/2020/05/06/the-covid-19-crisis-has-already-left-too-many-children-hungry-in-america/>

Information mondiale et alerte rapide de la FAO

<http://www.fao.org/giews/reports/fr/>

Les supermarchés augmentent les prix, retirent des produits frais et induisent en erreur sur l'étiquetage de l'UE (en espagnol)

<https://www.elsaltodiario.com/femenino-rural/super-especuladores-de-la-alimentacion-suben-precios-retiran-productos-frescos-y-enganan-en-el-etiquetado-en-plena-pandemia-en-toda-la-ue>

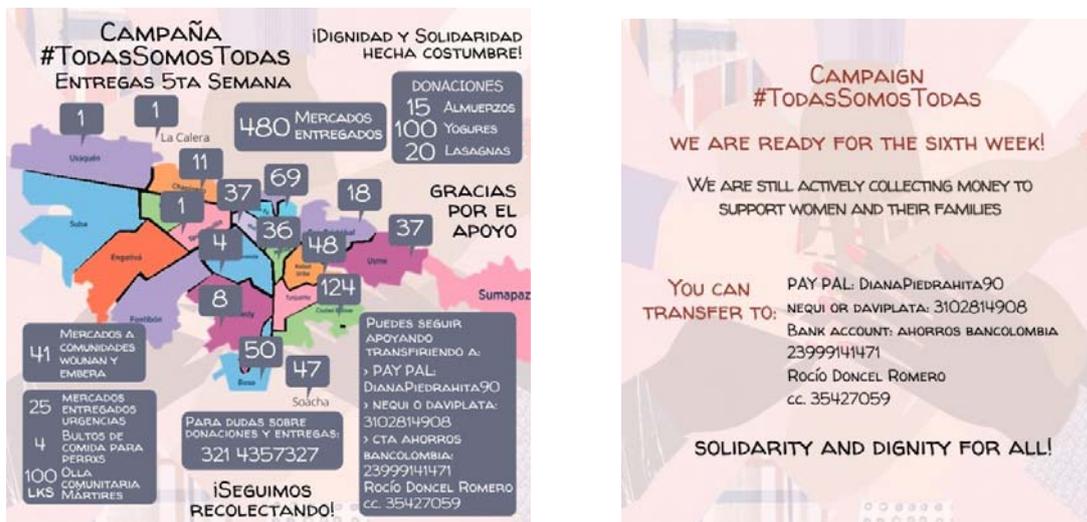
6. SOLUTIONS DES POPULATIONS POUR GARANTIR LE RTFN PENDANT LA PANDÉMIE ET AU-DELÀ

a. La solidarité populaire pour le RTFN

Les fermetures soudaines qui perturbent l'alimentation locale ont déclenché diverses actions de solidarité dans les zones rurales, urbaines et périurbaines. Bien que les États soient les principaux détenteurs d'obligations en matière de RTFN, les actions de solidarité ont été fondamentales dans la garantie de l'accès des populations à une alimentation adéquate dans de nombreuses régions du monde.

En **Afrique du Sud**, face une [crise alimentaire colossale](#), d'innombrables initiatives allant des soupes populaires et des hébergements pour sans-abri aux livraisons de colis alimentaires ont aidé les personnes dans le besoin pendant la crise. La [C19 People's Coalition](#) est un collectif de la société civile sud-africaine, qui a vu le jour récemment pour protéger les communautés vulnérables pendant la pandémie de COVID-19. Il a mis en place un groupe de travail sur l'alimentation qui organise des livraisons de nourriture aux communautés marginalisées. En plus de ses actions de secours immédiat, la Coalition a dressé la carte des petit·e·s producteur·rice·s de denrées alimentaires et les a mis·es en relation avec les communautés urbaines qui avaient des difficultés à accéder à des denrées alimentaires. En **Espagne**, de nombreuses initiatives de solidarité visent à fournir de la nourriture aux personnes qui ne peuvent plus y accéder. [À Barcelone et à Madrid](#), deux villes fortement touchées et où les médias ont fait état de l'augmentation constante des files d'attente pour se procurer de la nourriture, des réseaux ont multiplié la distribution d'aliments au rythme de quatre fois par jour. [À Madrid, un vendeur de poulets](#) a approvisionné gratuitement des client·e·s qui avaient cessé de fréquenter son magasin, honteux·ses de leur situation économique. En **Colombie**, des organisations de

femmes ont collecté de l'argent pour soutenir les femmes et les familles qui ont perdu tout accès à la nourriture sous la bannière **#TodasSomosTodas**.



#TodasSomosTodas, visuel de campagne visant à informer les populations de l'initiative et du soutien qu'elle apporte dans diverses municipalités.

Au **Brésil**, le Mouvement des sans-terre (MST) a relaté des [actions de solidarité des populations rurales pauvres envers les citadins pauvres](#). Des initiatives similaires ont été relayées par La Via Campesina en [Argentine](#) et BASE-IS au [Paraguay](#), ainsi que par les médias au [Costa Rica](#), où des communautés autochtones ont fait don de nourriture à des communautés urbaines vivant dans la pauvreté.

b. Action populaire pour faire progresser le RTFN et la souveraineté alimentaire pendant et après la pandémie

Les organisations de petit·e·s producteur·rice·s prennent des mesures et diffusent des recommandations sur la manière d'éviter la transmission du virus. Elles trouvent des moyens appropriés pour fournir des aliments sains sur les marchés de plein air et par d'autres canaux de distribution comme la vente directe. Avec les consommateur·rice·s, elles élaborent des plateformes innovantes, souvent avec le soutien des autorités locales, pour créer de nouvelles chaînes alimentaires territoriales rurales et périurbaines. Elles participent aussi à des comités locaux de solidarité pour garantir l'accès à l'alimentation des secteurs les plus vulnérables de la population.

Les schémas de propagation du coronavirus dépassent les clivages habituels associés à l'origine ethnique, à la classe sociale et au genre. Leurs conséquences sur les moyens de subsistance des personnes et sur le RTFN défient les clivages socialement construits. Un examen critique de l'impact du virus sur les communautés de certains pays africains montre que les voies politiques de sortie de crise doivent être soigneusement élaborées à partir d'une approche transversale afin de garantir que les plus touché·e·s, à savoir les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires et les pêcheur·euse·s, ne se retrouvent

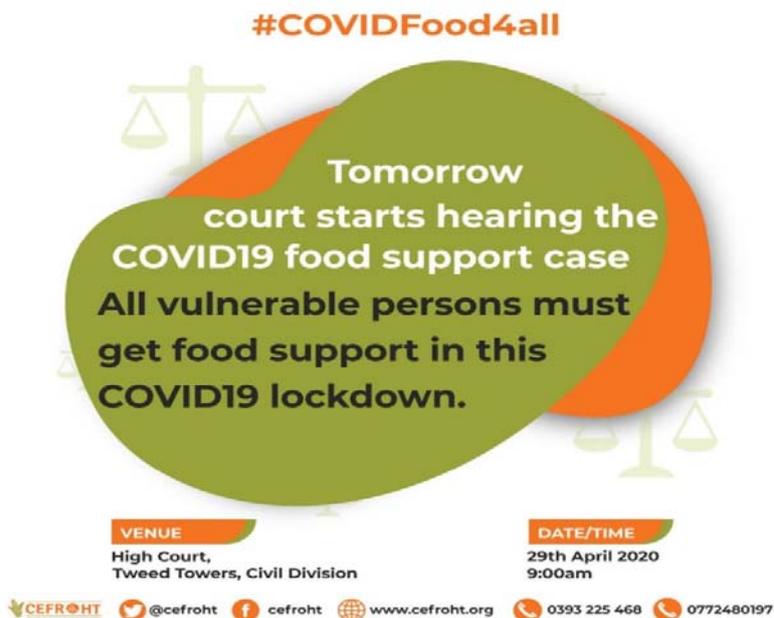
dans un cercle vicieux de dépendance. Ibrahima Coulibaly, président du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), [partage](#) l'espoir "[d']une prise de conscience des décideurs politiques et des citoyens [de la nécessité d']encourager la production et la consommation locale [qui ont] encore plus de sens et d'enjeu aujourd'hui."

En **Colombie**, un groupe d'organisations de la société civile dirigé par RedPapaz en coopération avec FIAN Colombie a présenté un document de plaidoyer au ministère de l'Éducation, s'opposant à la mainmise des entreprises sur le programme alimentaire scolaire (PAE) ainsi qu'au soutien de l'État à l'industrie agroalimentaire et à la fourniture d'aliments ultra-transformés dans les écoles. Le document (bientôt disponible en ligne) résume leurs demandes : déclarer l'agriculture comme une activité essentielle et stratégique, établir des circuits courts pour l'approvisionnement alimentaire du PAE, donner priorité à la distribution d'aliments sains et nutritifs, et intégrer dans le programme des mécanismes de contrôle populaire et de reddition de comptes. FIAN Colombie a également élaboré un outil de collecte des rapports de spéculation alimentaire qui peut servir de base à ses actions pour tenir le gouvernement responsable. Toujours en Colombie, fait positif, les municipalités ont lancé une [campagne d'échange de produits alimentaires paysans](#) pour faire face à la crise. De plus, à Medellín, une [application a été créée pour aider les gens à acheter de la nourriture paysanne](#).

Certaines communautés utilisent le RTFN et les mécanismes de droits connexes pour revendiquer leur droit d'accès à l'alimentation. Dans la région du Chiapas, au **Mexique**, [114 personnes ont présenté un recours en amparo \(action en justice de défense des droits humains\) au nom d'enfants et d'adolescent·e·s](#) n'ayant reçu aucune aide depuis que le gouvernement a déclaré l'urgence sanitaire, afin qu'une aide alimentaire leur soit fournie.

Au **Népal**, un [procès d'intérêt public](#) a été intenté pour que les personnes bloquées dans la capitale ou qui tentent de rejoindre leurs villages reçoivent une aide alimentaire. Les requérants ont fait valoir que l'État n'avait pas rempli ses obligations au titre du droit à l'alimentation et du droit de vivre dans la dignité, en ne leur fournissant ni nourriture ni la possibilité de rejoindre leurs foyers en toute sécurité pendant le confinement. En conséquence, [le Premier ministre a ordonné aux autorités locales de garantir la fourniture de denrées alimentaires à ces personnes](#).

En Ouganda, le [Centre pour les droits à l'alimentation et à une vie adéquate \(CEFROHT\)](#) a exigé la distribution de nourriture pour les groupes vulnérables.



Invitation à une audience du tribunal en Ouganda par CEFROHT

Aux **Philippines**, [Katarungan](#) a demandé au gouvernement de débloquer le fonds de 100 milliards de pesos provenant de la taxe sur la noix de coco (impôt payé dans les années 70 et 80 par les cultivateur·rice·s de noix de coco, qui n'en ont jamais bénéficié) pour aider les cultivateur·rice·s de noix de coco en situation de pauvreté à faire face à la crise liée à la pandémie.

En **Inde**, la Right to Food Campaign India (RTFC, campagne indienne pour le droit à l'alimentation) a publié plusieurs communiqués depuis que le pays a été mis en quarantaine, demandant au gouvernement de généraliser le système de distribution publique (PDS) et d'alléger les mesures de confinement suite aux difficultés économiques considérables qu'elles ont entraînées, en particulier pour les plus démunie·s qui n'ont pas pu assurer leur propre subsistance. Les sections nationales de la RTFC ont également plaidé en faveur de l'application du RTFN durant la période relative à la pandémie. La RTFC Jharkhand a notamment écrit une lettre au ministre en chef de l'État du Jharkhand, demandant la fourniture de cartes de rationnement d'urgence aux 80 000 ménages qui en avaient fait la demande, ainsi qu'au ministre de l'Alimentation, afin que le gouvernement central fournisse davantage de céréales alimentaires, soit gratuitement, soit au prix de la loi nationale sur la sécurité alimentaire, afin que le PDS puisse être généralisé pendant un an.

Face au besoin urgent de lancer des opérations de secours dans les bidonvilles de Patna pendant la période de confinement, la RTFC Bihar a demandé au ministre en chef de l'État du Bihar de partager une étude menée par plusieurs organisations sur les conditions de vie des personnes dans les bidonvilles. Un groupe d'activistes, de chercheur·se·s, d'avocat·e·s et d'étudiant·e·s se sont réuni·e·s pour lancer un site web appelé [COVID-19 Government Order Tracker](#), qui recense tous les arrêtés et

ordonnances du gouvernement - tant au niveau central qu'au niveau des États - annoncés dans le contexte de la pandémie. Ce groupe, en collaboration avec d'autres bénévoles du Réseau d'action pour les travailleur·euse·s isolé·e·s, a également créé un site web intitulé [Travel Information for Migrants](#), qui partage des informations sur les arrêtés gouvernementaux et les annonces relatives aux procédures de retour des migrant·e·s isolé·e·s dans leur État d'origine.

Des organisations féministes et des militant·e·s ont lancé un [site web sur les réponses féministes à la crise COVID-19](#), pour une reprise juste et résiliente après la pandémie en renforçant les actions féministes dans le monde entier.

Le [Comité de Veille et d'Action](#), qui favorise l'engagement et la mobilisation, la récupération des capacités productives ainsi que de meilleurs modèles de développement social et économique dans les pays africains, s'est mobilisé pour rechercher et mettre en œuvre des solutions adéquates et durables pour répondre à l'accumulation des crises, dont celle provoquée par la COVID-19, qui affectent le RTFN des populations.

Très concrètement le contexte exige **une réflexion et des mesures de prise en charge de 3 enjeux majeurs** :



a) L'engagement et la mobilisation des différentes organisations socio-professionnelles et des communautés rurales aux côtés des efforts des collectivités locales, des États et des Institutionnels Régionales, pour contribuer à l'arrêt de la propagation du COVID 19 ;



b) La restauration des capacités de production de centaines de milliers d'exploitations familiales agricoles, pastorales, agro-pastorales, halieutiques grâce à la mise en place d'instruments et de mesures appropriées, notamment pour la campagne 2020/2021, qui démarre très prochainement ;



c) Le relèvement global dans les terroirs et les pays en mettant en place des mesures et instruments de politiques appropriés, en prenant appui sur des leçons et enseignements tirés de ces crises, pour impulser et, le moment venu, mettre en place et en œuvre un développement économique, social, inclusif et durable dans les terroirs, créer de la richesse et des emplois.

Quelques extraits du site de l'initiative Comité de Veille et d'Action

De même, en **Afrique subsaharienne**, [des solutions pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre de la pandémie](#) ont été proposées. Au **Zimbabwe**, [les petites exploitations agricoles ont fait preuve de résilience en augmentant leur production](#) pour faire face aux difficultés croissantes d'approvisionnement. Alors que les principaux producteurs à grande échelle ont invoqué diverses raisons pour expliquer la baisse de la production, les petites exploitations ont augmenté leur production alimentaire dès que le confinement du pays a été déclaré, le 31 mars.

Les [mouvements](#) d'organisations de la société civile en **Afrique du Sud** ont fait diverses propositions et demandes au gouvernement pour qu'il soutienne les communautés vulnérables et les petit·e·s producteur·rice·s. En ce qui concerne la pêche artisanale, ils demandent à ce que les pêcheur·euse·s artisanaux·ales puissent vendre du poisson au sein de leurs communautés et selon des méthodes traditionnelles, que tous les chalutiers commerciaux qui ciblent les espèces de poissons de ligne à petite échelle soient interdits et que les prises des pêcheur·euse·s artisanaux·ales et les produits des autres petit·e·s producteur·rice·s alimentaires soient inclus dans les colis alimentaires financés par le gouvernement. En Ouganda, KWDT a suspendu le paiement des frais d'utilisation de l'eau et des toilettes dans les communautés de pêcheur·euse·s pauvres afin de garantir l'accès aux services WASH

(eau, assainissement et hygiène) pour tou-te-s. Des initiatives locales, telles que le planning de nettoyage, la surveillance de l'approvisionnement en eau et l'interdiction aux enfants d'accéder aux pompes, ont toutes été mises en place pour maintenir la fonctionnalité des services de base. KWDT a également traduit les informations sur la COVID-19 en luganda et les a diffusées dans les zones rurales en utilisant des radios communautaires et des haut-parleurs mobiles, parvenant ainsi à atteindre des enfants qui étaient auparavant exclu-e-s de toute communication. "On voit et on entend les enfants répéter les annonces dans leurs jeux en tenant de faux haut-parleurs", rapporte le personnel de KWDT. KWDT a également reçu des fonds pour fournir une aide alimentaire par le biais de transferts d'argent, dont ont bénéficié plus de 2855 personnes, dont la majorité sont des enfants.

Au **Mexique**, après que la première personne a été testée positive, [la municipalité d'Oaxaca a interdit la vente de Coca Cola, Pepsi, Sabritas et autres aliments malsains pour n'autoriser que la consommation de produits alimentaires naturels provenant des communautés locales.](#)

Selon Kuna Yala, au **Panama**, avec l'apparition de la pandémie COVID-19 et le confinement, les communautés ont réorganisé leurs exploitations agricoles, les jeunes hommes sont partis travailler dans les champs tandis que les femmes ont continué à cultiver pour la subsistance familiale. Les communautés de Gardi Sugdup, Gardi Yandup, Digir, Magebgandi, Aggwadub ont planté du manioc, des ananas et du riz de maïs, conformément à leur décision prise il y a de nombreuses années de lutter pour la souveraineté alimentaire.

En **Italie**, la **FAO** a indiqué que les associations d'agriculteur-riche-s se sont mobilisées pour accroître les livraisons de denrées alimentaires. Petits et moyens détaillants ont adopté des outils de communication simples, tels que WhatsApp, pour faciliter les achats et en offrant la livraison à domicile à leurs client-e-s. Des plateformes en ligne, telles que Kalulu et Alveare, ont mis les producteur-riche-s en communication directe avec les consommateur-riche-s finaux-ales.

Une série de séminaires en ligne sont organisés dans le monde entier sur l'impact de la pandémie et sur la façon dont les gens se mobilisent.



Invitations à des séminaires en ligne par diverses organisations

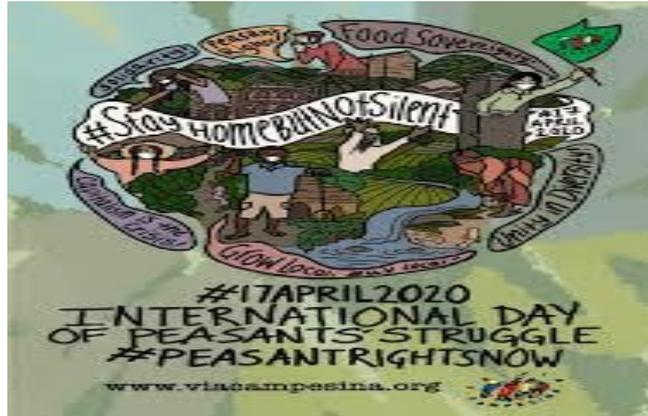


Image du formulaire #StayHomeButNotSilent de La Via Campesina

Les campagnes telles que #StayHomeButNotSilent de La Via Campesina contribuent dans le monde entier à ce que les voix des paysan·ne·s continuent à se faire entendre malgré le confinement et à revendiquer la justice, y compris la justice alimentaire.

Une famille paysanne (une maman et ses deux garçons) en Colombie [a créé une chaîne YouTube](#) pour faire connaître la vie quotidienne des agriculteur·rice·s et enseigner à quiconque comment produire de la nourriture chez soi.

c. Les propositions citoyennes pour la transformation des systèmes alimentaires

Au-delà d'actions très concrètes, [les mouvements proposent une transformation structurelle du système](#) pour ce que l'on nomme la *nouvelle normalité*. Ils convergent sur de nombreux sujets, appelant à une transformation du système alimentaire, étroitement liée à la demande des mouvements environnementaux de créer [un système qui place les personnes et la planète au premier plan, au-dessus des intérêts des entreprises](#), et qui vise à enrayer la destruction du climat et de l'environnement.

En résumé, [les petit·e·s producteur·rice·s exigent des mesures immédiates pour respecter et renforcer les systèmes alimentaires traditionnels et autochtones](#) et une transition vers des systèmes alimentaires agro-écologiques, conformément aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) et de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028). Cela permettrait de passer de l'élevage industriel à des systèmes pastoraux mobiles circulaires et à la production extensive de bétail dans le cadre de systèmes agricoles mixtes. Cette demande de transformation, éminemment liée au [soutien à l'agro-écologie](#), implique également la transition à des systèmes respectueux de l'environnement et capables de freiner le changement climatique. [La réalisation de la vision de la souveraineté alimentaire](#) en est un élément clé, comme l'a clairement expliqué le [Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire](#) (CIP). La responsabilisation des entreprises et le renforcement des gouvernements locaux sont d'autres éléments explicites de la proposition.

En pleine période de confinement, des documents présentant les principales propositions de transformation des systèmes alimentaires et les revendications des mouvements sociaux ruraux ont été envoyés par [Society for International Development](#), [ETC Group](#), le [Mécanisme d'engagement de la](#)

[société civile d'Asie-Pacifique \(AP-RCEM\)](#), [Women's Major Group](#), [FIAN](#), et le coordinateur du [Mécanisme de la société civile du Comité de la sécurité alimentaire mondiale](#) pour la discussion thématique sur [l'Objectif de développement durable \(ODD\)n°2](#) du Forum politique de haut niveau en 2020. Les documents seront publiés prochainement et FIAN fournira une analyse approfondie des propositions présentées dans le prochain rapport de suivi.

Sources complémentaires :

Aljazeera : La solution à l'insécurité alimentaire est la souveraineté alimentaire (en anglais)

<https://aje.io/rbhz3>

Communiqué du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme sur la pauvreté extrême et les droits humains, et la nécessité de transformer l'économie mondiale

<https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25858&LangID=f>

Communiqué publié par le Réseau arabe pour la souveraineté alimentaire dans le contexte de la crise du C-19 (en anglais)

<https://apnature.org/en/statement-issued-arab-network-food-sovereignty-context-corona-crisis>